

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DES POLITIQUES DE
L'ÉTAT ET DE L'UNION EUROPÉENNE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

A.P. n°2008- **365**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société REGENE SUD
Impasse de Järvenpää
Albasud Sud secteur 7
82000 – MONTAUBAN

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

La préfète de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment son livre V, titre 1^{er} et les articles ;
– L514-1 relatif aux non-respects des prescriptions ;
– L512-15 relatif aux modifications des conditions d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-1541 du 27 août 2007 portant délégation de signature à Madame Alice COSTE, secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu le dossier de déclaration transmis par Regene Sud en préfecture en avril 2007 ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 15 mai 2007 à la société Regene Sud pour l'exploitation d'une plate-forme de stockage et de broyage de pneus usagés non rechapables ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 12 mars 2008 établis suite à la visite d'inspection du 19 février 2008 ;

Considérant qu'il ressort de l'inspection du 19 février 2008 que l'activité de la société Regene Sud et les conditions d'exploitation actuelles de son site sis à Montauban ne correspondent pas à celles décrites dans le dossier de déclaration et en particulier qu'il a été constaté que :

- les zones de stockage du site existant ne sont pas affectées aux mêmes produits ni dimensionnées de la même façon ;
- l'activité de tri des déchets DEEE a été abandonnée ;
- le bassin d'orage de 650 m³ repéré sur le plan de masse référencé IO6043 ENS 001 rév B du 29 mars 2007 n'existe pas ;
- le volume des dépôts de caoutchouc, élastomère, polymères, dépasse largement celui fixé dans le récépissé de déclaration du 15 mai 2007 (17885 m³) ;

Considérant qu'il ressort de l'inspection du 19 février 2008 que la société Regene Sud ne respecte pas les dispositions de l'alinéa 21 de l'arrêté type 98 bis et en particulier qu'il a été constaté que :

- certains tas de chips culminent à plus de 6 mètres de hauteur ;
- leur éloignement à la clôture délimitant les limites de propriété n'est pas égal à leur hauteur moins 1 mètre ;

Considérant que les modifications apportées aux conditions d'exploitation du site sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients, mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, compte tenu de la proximité de la voie ferrée reliant Toulouse à Bordeaux ;

Considérant qu'il convient alors, conformément à l'article L. 514-1 du code de l'environnement susvisé, de mettre en demeure l'exploitant d'une part, de rendre conforme ses stockages extérieurs de caoutchoucs élastomères, d'autre part, de déposer auprès de Madame la Préfète un dossier d'information sur les modifications réalisées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

La société REGENE SUD dont le siège est situé Impasse de Järvenpaa, Albasud Secteur 7 à Montauban, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- les dispositions des alinéas 1 et 21 de l'arrêté type 98 bis rendu applicable à ses installations par le récépissé qui lui a été délivré le 15 mai 2007.

Article 2 :

Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Tarn-et-Garonne, le Maire de MONTAUBAN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A Montauban, le
La préfète,
Pour le Préfet:
Le Secrétaire Général,

17 MARS 2008

Alice COSTE

Délais et voies de recours : (Art. L 514-6 du code de l'environnement) : La présente décision peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Toute personne intéressée peut également saisir directement le tribunal administratif dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte ou le cas échéant dans les deux ans qui suivent la mise en service de l'installation.